

Prélèvement sur donneur en état de mort cérébrale, une première

Don d'organes : un grand pas franchi mais beaucoup reste à faire

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4792 - Mardi 28 mai 2019 - Prix : 10 DA

Nouveau PDG de l'ANEP



Mounir Hemaïdia
installé dans
ses fonctions

Page 24

Les maladies cardiovasculaires font des ravages en Algérie

Le P' Nibouche tire la sonnette d'alarme sur les crises cardiaques chez les jeunes

Page 3

Haftar repart à l'assaut de Tripoli

Par Mohamed Habili

Entre prendre une initiative de détente, comme le lui a demandé le président français lors de leur dernier entretien à l'Elysée, ou mieux encore commencer à retirer ses troupes des abords de Tripoli, où du reste elle étaient à l'arrêt, Khalifa Haftar a fait plus significatif encore de son humeur : il est reparti à l'assaut du cœur de la ville avec une vigueur renouvelée. Aurait-il cette fois plus de chance de percer les lignes de défense du camp adverse? Les jours prochains ne manqueront pas de nous le dire. Du moins sait-on avec certitude désormais qu'il n'est pas à la dévotion de Paris. Il faut en effet qu'il ne le soit pas du tout pour agir à l'opposé des vœux d'Emmanuel Macron, et autant dire au sortir de leur entretien. On ne voit pas ce qu'il aurait pu faire de plus explicite pour marquer leur différence. Voilà en tout cas un fait qui devrait faire cesser les accusations de Tripoli suivant lesquelles c'est Paris qui serait derrière son attaque. Les positions de Haftar se comprennent en fait bien mieux quand elles sont rapportées à son identité politique, qui bien sûr est celle de tout le camp de Tobrouk. Lui et son camp sont des nationalistes arabes. A ce titre, ils sont bien plus proches du régime déchu que des milices «révolutionnaires» de Tripoli. Dans la région, s'il existe un régime dans lequel ils se reconnaissent naturellement, c'est le régime égyptien.

Suite en page 3

Après un mois de ramadhan coûteux

Les parents se saignent pour les vêtements de l'Aïd



Ph/E. Soraya/J. A.

Depuis le début du mois sacré et même avant, plusieurs parents sillonnent les boutiques de prêt-à-porter et de chaussures afin de faire le bonheur de leur progéniture. Certains se plaignent de la cherté des vêtements et disent être obligés de s'endetter, après un mois de ramadhan coûteux, pour satisfaire leurs enfants. Lire page 2

Festival européen à Alger

Malgré une visite chahutée à Tindouf
**Arkab : «Ce premier puits de gaz,
une nouvelle dynamique pour la région»**

Page 2

**Savoureuse prestation de
l'ensemble hongrois «Source pure»**

Page 13

Après un mois de ramadhan coûteux

Les parents se saignent pour les vêtements de l'Aïd

■ Depuis le début du mois sacré et même avant, plusieurs parents sillonnent les boutiques de prêt-à-porter et de chaussures afin de faire le bonheur de leur progéniture. Certains se plaignent de la cherté des vêtements et disent être obligés de s'endetter, après un mois de ramadhan coûteux, pour satisfaire leurs enfants.

Par Thinhinene Khouchi

Les vêtements de l'Aïd el-Fitr restent une incontournable tradition pour les petits et même pour les grands. Cependant, chaque année l'exercice se révèle quelque peu difficile pour nombre de parents, même si les magasins de prêt-à-porter et de chaussures ne manquent pas. Il n'est souvent pas évident de trouver son bonheur à des prix raisonnables. En effet, un tour dans les boutiques de la capitale suffit pour constater la flambée des prix des vêtements pour enfants. Une tenue pour enfant coûte entre 4 500 et 9 000 DA, sans compter le prix de la paire de chaussures qui coûte au minimum 3 000 DA. Les parents

accompagnés de leurs enfants prennent d'assaut, jour et nuit, ces boutiques mais n'arrivent pas à choisir en raison des prix élevés. Une jeune femme rencontrée du côté de Meissonnier accompagnée de ces trois garçons nous confie que «*tout est cher ici. Je ne pourrais jamais habiller mes trois enfants, je ferais mieux d'aller voir ailleurs, à Bab El-Oued, Belcourt ou Bachdjarah*». Et d'ajouter : «*Regardez, ce pantalon pour un enfant de 4 ans est vendu au prix de 2 600 DA, sans compter le haut et les chaussures. C'est de la folie !*». Une autre mère de deux enfants, un garçon et une fille, âgés respectivement de 6 ans et 18 mois, nous explique : «*Avec le seul salaire de mon mari, on a du mal à joindre les deux bouts. Malgré l'aide de mon père et de ma belle-famille on n'arrive pas à satisfaire nos besoins*», ajoutant que «*déjà en temps normal, c'est difficile de payer le loyer, l'eau, l'électricité, la nourriture, s'ajoute à cela les prix des produits alimentaires durant tout le ramadhan et maintenant les prix élevés des vêtements !*». Jusque-là occupée à négocier avec le jeune vendeur une éventuelle réduction du coût d'un pull pour adolescent affiché



PHIE - Soraya J. A.

généralement d'un ou deux enfants, font leurs achats. Néanmoins, ils semblent avoir du mal à se décider à déboursier encore. «*Je viens d'acheter un pantalon jean à 2 500 DA pour mon garçon de 12 ans. Je suis vraiment tenté d'acheter une robe à 5 000 DA pour ma fille qui vient d'avoir une année, mais je suis obligé de réfréner mes désirs. Je laisserai cette tâche à mon épouse, elle saura quoi faire*», nous confie un citoyen. «*Il y a des vêtements assez chics qui sont confectionnés en Algérie, aussi bien pour les grands que pour les petits, mais leurs prix égalent ou dépassent ceux de l'importation. Pour les chaussures, il y a encore beaucoup à dire sur la qualité, alors là je préfère acheter carrément français ou autre car c'est plus solide*», explique-t-il, précisant qu'il existe également des produits asiatiques sur le marché national, qui sont «*relativement bons*», en particulier dans le domaine de l'habillement. Enfin, afin de tenter de faire digérer ces prix trop élevés aux parents qui se plaignent, les commerçants ont des arguments convaincants : «*Ce sont des articles importés de Chine ou de Turquie, donc chers*».

T. K.

6^e Région militaire Gaïd Salah en visite de travail et d'inspection

LE GÉNÉRAL de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a entamé, à partir d'hier, une visite de travail et d'inspection dans la 6^e Région militaire à Tamanrasset, indique un communiqué du MDN.

«*Dans le cadre des visites de contact direct avec les personnels pendant le mois sacré de ramadhan, à travers l'ensemble des Régions militaires, Monsieur le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectuée, à partir d'aujourd'hui lundi 27 mai 2019, une visite de travail et d'inspection en 6^e Région militaire à*

Tamanrasset», note la même source. Le général de corps d'Armée supervisera, lors de cette visite, l'exécution d'un exercice démonstratif avec munitions réelles, présidera également des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région, et inspectera quelques unités déployées sur les frontières Sud du pays. A l'entame et après la cérémonie d'accueil, le général de corps d'Armée, accompagné du général-Major Mohamed Adjroud, Commandant de la 6^e Région militaire, a rappelé, lors de sa rencontre avec le Commandement et les cadres de la Région, «*les efforts soutenus fournis par les unités mobilisées sur le territoire de cette importante Région et le long des frontières sud du pays*».

R. N.

à 2 900 DA, une femme, la quarantaine passée, intervient : «*Mon mari travaille et je suis moi-même salariée, et avec ça je peux vous assurer qu'il m'est impossible de satisfaire tous les besoins de ma petite famille, sachant que j'ai seulement deux*

garçons». Selon la dame, les Algériens sont de «*bons consommateurs*» qui recherchent de plus en plus la qualité qui est souvent proposée à des prix trop élevés. Du côté de la rue Larbi Ben-M'hidi, des pères et des mères de famille, accompagnés

Malgré une visite chahutée à Tindouf

Arkab : «Ce premier puits de gaz, une nouvelle dynamique pour la région»

«*La découverte de ce premier puits de gaz à condensat dans le bassin de Tindouf ouvre de nouvelles perspectives dans cette région*», a hier assuré Mohamed Arkab, ministre de l'Energie, lors de son déplacement à Tindouf.

La découverte de ce premier puits producteur de gaz à condensat dans le bassin de Tindouf est le résultat de plusieurs tentatives menées dans cette région depuis les années 1960, qui aujourd'hui ont permis aux efforts d'études et d'exploitation de la Sonatrach initiés notamment entre 2006 et 2008 de se révéler concluants. A ce titre, soulignant que «*la découverte de ce premier puits de gaz à condensat dans le bassin de Tindouf ouvre de nouvelles perspectives dans cette région*», le ministre de l'Energie indiquera qu'elle «*représente une phase importante pour l'économie aussi bien nationale que locale, sachant que ce champ présente des indices positifs et a permis de produire quelque 275 m³ de gaz et près de 300 litres/heure de condensat*». Selon les informations données sur place, le taux de production de ce nouveau

puits est de 275 000 mètres cubes/jour, soit 100 millions de m³ annuellement de gaz de condensat. Ceci avant d'expliquer que la dite découverte «*a été réalisée sur un champ de quelque 140 km² (extensible)*» et que «*la prochaine étape portera sur l'évaluation de ce champ pour permettre à l'entreprise nationale Sonatrach d'avoir une idée exhaustive le concernant, avant d'entamer la phase suivante de développement et d'exploitation*».

Estimant que «*ce type de découverte créera forcément une nouvelle dynamique à l'action de développement, nationale et locale, et aura des retombées positives sur différents secteurs particulièrement en termes de création d'emplois et de promotion socio-économique de la région*», Mohamed Arkab relèvera que ce puits gazier étant situé à 75 km des mines de fer de Ghar Djebilet, sa production permettra en effet de renforcer l'alimentation en gaz de la mine dont les besoins sont estimés à environ 1 milliard de mètres cubes/an. Notons que plusieurs sources énergétiques sont nécessaires pour l'exploitation

de Ghar Djebilet est que, de ce fait, en plus du gaz, la mine devra également être alimentée par l'eau et l'énergie solaire, fort potentiel de la région, ce qui au final viendra changera la situation géo-économique et sociale de la région de Tindouf et de sa périphérie. Par ailleurs, aux mines de Ghar Djebilet, ce gisement gazier de Tindouf contribuera à l'alimentation des centrales électriques fonctionnant au gazoil dans la région, allégeant ainsi les lourdes charges sur le budget de l'Etat dans ce domaine, a ajouté Arkab qui se dit «*optimiste*» quant à cette nouvelle exploration réalisée par des compétences algériennes. Pour rappel, mercredi dernier, Sonatrach avait annoncé la réalisation d'une nouvelle découverte d'hydrocarbures, et ce, en effort propre dans le bassin de Tindouf. Portant à huit le nombre de découvertes depuis le début de l'année, cette nouvelle découverte a mis en évidence une accumulation de gaz à condensat grâce au puits ERTA-1 à partir d'un réservoir de type conventionnel, indique le groupe national pétrogazier. Sur un autre sujet, s'agissant de l'achat

par le groupe français Total des actifs du groupe américain Anadarko en Algérie, encore une fois Arkab dira «*étonnement du gouvernement de cette information qui à ce jour demeure non officielle*». Toutefois, soulignera-t-il, «*si cette transaction devait s'avérer officielle, le groupe Sonatrach prendra toutes les procédures juridiques possibles pour sauver les intérêts de l'Algérie*». Dans ce contexte, Arkab ne manquera pas de réitérer : «*L'Algérie a besoin de ses partenaires étrangers pour développer les activités du secteur de l'énergie*».

Notons enfin que la visite du ministre de l'Energie a été chahutée dès son arrivée à l'aéroport de Tindouf où un groupe de protestataires, scandant leur refus du gouvernement de Bedoui et appelant au départ de ce dernier, ont contraint la délégation ministérielle à changer son itinéraire, mais aussi chamboulé totalement le programme tracé pour cette visite où il était notamment prévu que le ministre de l'Energie inaugure et inspecte plusieurs centrales de production d'électricité de la région.

Lynda Naili

Prélèvement sur donneur en état de mort cérébrale, une première

Don d'organes : un grand pas franchi mais beaucoup reste à faire

■ Bien que la religion autorise et même encourage le don d'organes, la société algérienne sacralise le défunt et refuse souvent tout prélèvement, même si celui-ci peut sauver une autre vie.

Par Meriem Benchaouia

En Algérie, des patients souffrent ou meurent faute de greffe, souvent en raison de réglemens et de préjugés tenaces. Si la pratique est courante pour les donateurs vivants, les donateurs cadavériques sont rares. Bien que la religion autorise et même encourage le don d'organes, la société algérienne sacralise le défunt et refuse souvent tout prélèvement, même si celui-ci peut sauver une autre vie. En effet, depuis des années que les services du ministère de la Santé organisent des campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'encourager la transplantation rénale à partir de cadavres, aidés en cela par des associations de malades et des représentants des collectivités locales, les résultats sur le terrain sont insignifiants, pour ne pas dire nuls. Le nombre de cas de greffes effectuées à partir de cadavres est infime. Les malades crient leur détresse... en vain. Cependant, un grand pas dans le domaine de prélèvements d'organes sur donneur en état de mort encéphalique a été franchi au centre hospitalo-universitaire, CHU-Benbadis de Constantine avec un prélèvement multi-organes réussi, a relevé le D' Hichem Makhloufi, anesthésiste réanimateur des urgences chirurgicales au CHU Benbadis et membre de



Ph.D.R. médical en Algérie». Le prélèvement a été réalisé par une équipe médicale pluridisciplinaire algérienne, composée de spécialistes en chirurgie, en neurologie, en médecine légale, en chirurgie et en imagerie médicale, dans une intervention qui a duré 18 heures, a précisé le médecin. Il a également souligné que tous les moyens matériels ont été mobilisés pour prélever et transporter dans les meilleures conditions et dans la même journée les trois organes vers l'hôpital militaire Abdelali-Benbaâtouche de Constantine, le CHU de Batna et l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) d'Alger, pour des opérations de greffe au profit de trois malades, valorisant la coopération fructueuse entre les staffs du CHU Benbadis et l'ANG. De son côté, le directeur général du CHU, Djamel Benyessâad, a chaleureusement salué ses équipes médicale et paramédicale, les membres de l'ANG assurant que ce prélèvement multi-organes augure «une nouvelle étape dans le don d'organes sur personnes décédées, une œuvre méritoire, altruiste et désintéressée». Le dernier prélèvement d'un organe a été effectué au CHU-Benbadis en 2002 rappelle-t-on. Selon le Dr Makhloufi, actuellement près de 25 000 insuffisants rénaux sont recensés en Algérie dont près de 16 000 attendent une greffe hépatique (foie). M. B.

l'Agence nationale des greffes (ANG). «La réussite de ce prélèvement multi-organes (reins et foie Ndlr) effectué à la fin de la semaine passée sur donneur en mort cérébrale, une première en Algérie intervient après 4 ans de persévérance et 28 tentatives», a précisé le praticien au cours d'une conférence de presse animée par des membres du staff médical qui a conduit cette opération de prélèvement et en présence du directeur général du CHU-Benbadis, Djamel

Benyessâad. Il a dans ce contexte, salué les efforts déployés des staffs médical et paramédical du CHU-Benbadis dans la célérité de leur action et l'accompagnement de la famille du donneur. De son côté, le D' Omar Boudahane, médecin chef au service de réanimation médicale du CHU-Benbadis, saluant la générosité de la famille du donneur un homme en mort cérébrale, âgé de 59 ans, a précisé que ce prélèvement constitue «une réussite dans le domaine

Les maladies cardiovasculaires font des ravages en Algérie

Le P' Nibouche tire la sonnette d'alarme sur les crises cardiaques chez les jeunes

Les crises cardiaques sont de plus en plus fréquentes chez les jeunes, prévient le Professeur Djamel Eddine Nibouche, chef du service de cardiologie de l'hôpital Nefissa-Hamoud d'Hussein Dey, qui relève que le syndrome coronarien aigu (SCA) fait 60 000 cas en Algérie. Faut-il s'inquiéter ? Invité de la rédaction de la Chaîne III, de la Radio nationale, le professeur est affirmatif. Pour étayer ses dires, il avance qu'en Algérie, une étude menée par le professeur au niveau de service qu'il dirige à Hussein Dey montre que l'insuffisance coronarienne est l'affection cardiaque qui est au premier rang de mortalité. Il fera savoir que l'étude fait ressortir plus de 60 000 cas de coronarien aigu. Et de préciser que les pays développés ont inversé la tendance et ces maladies ne sont plus au premier plan, elles laissent place actuellement au cancer. Pis encore, le taux de mortalité causé par les maladies cardiovasculaires et particulièrement le

syndrome coronarien aigu (SCA) est en nette augmentation. «C'est une véritable hécatombe, si des mesures de prévention rigoureuses ne sont pas prises en compte, notamment la lutte contre les facteurs de risque que nous connaissons tous aujourd'hui», avertit le P' Nibouche, relevant qu'il n'existe pas en Algérie d'études épidémiologiques sérieuses.

La mortalité autour de cette maladie se situe à 32% dans le monde. Mais elle diminue progressivement dans les pays développés. Car il y a eu une stratégie de prise en charge notamment de prévention rigoureuse basée sur la lutte contre les facteurs de risques ainsi qu'une stratégie de dépistage.

Pour prendre en charge cette situation, le professeur propose de mettre en place une stratégie nationale de lutte contre ces maladies qui est une urgence nationale, en s'inspirant des modèles et de l'expérience des pays étrangers. Car, explique-t-il,

«il y a beaucoup de mort illégitime avant d'arriver à l'hôpital. Il faut une prise en charge immédiate car le temps est précieux pour le malade». Pour se faire, le chef du service cardiologie de l'hôpital Nefissa-Hamoud estime que «les choses doivent se faire progressivement car, on ne peut pas atteindre l'efficacité en quelques années».

«C'est un travail de longue haleine pour mettre en place toutes ces solutions», précise-t-il. Selon lui, si le danger que représente cette maladie n'a pas été suffisamment pris en compte, c'est en raison de l'absence d'une continuité de réflexion à son égard, qu'il explique par les changements successifs de ministres en charge de la Santé. Il relève pourtant, l'existence d'un panel d'experts dotés d'une grande expérience qui «auraient dû être écoutés sur les problèmes cruciaux de santé publique» et sur lesquels, souligne-t-il, «nous avons sans cesse attiré l'attention».

L'intervenant déclare, d'autre part, ne pas comprendre que le travail «colossal» mené «depuis de nombreuses années» autour des risques intégrés des maladies cardiovasculaires, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), n'ait pas été suivi d'effet. L'immobilisme du ministère de la Santé qui dure depuis des années, est illustré par le médecin qui cite également l'exemple de la lutte anti-tabac, et dont les lois pourtant existent, notamment la loi sanitaire, attendent toujours d'être appliquées.

Les lois d'application existent pour inaugurer des actions de prévention contre des pathologies cruciales, telles les cardiopathies, le diabète ou le tabagisme, mais celles-ci se trouvent contrecarrées par «l'absence d'une continuité au ministère de la Santé», indique-t-il.

Par ailleurs, l'invité de la rédaction dénonce des publicités centrées sur la consommation de sucre et autres friandises.

LA QUESTION DU JOUR

Haftar repart à l'assaut de Tripoli

Suite de la page une

L'Egypte, et ses alliés dans la région, l'Arabie Saoudite et les Emirats, tels sont leurs véritables amis, ceux sur lesquels ils savent pouvoir compter en toutes circonstances, dans la victoire comme dans la défaite. Jamais la France, à supposer qu'elle ait cette prétention, ne serait écoutée par des nationalistes arabes comme pourraient l'être ces trois-là. C'est grâce à leur appui qu'il est devenu le deuxième homme fort de la Libye, après Fayaz el-Serraj, pour ne pas dire le premier. Lorsque Haftar dit au président français qu'il ne voit pas dans el-Serraj un ennemi mais un rival politique, il veut surtout dire qu'il ne voit pas en lui un islamiste, mais un nationaliste pris en otage à Tripoli par les milices islamistes qui y exercent le vrai pouvoir. Ce sont eux qu'il combat, non pas el-Serraj ni ceux qui à Tripoli sont à sa ressemblance. En Libye comme partout ailleurs dans le monde arabe, la vraie cassure est entre les islamistes et les nationalistes. Les Egyptiens, les Saoudiens, et les Emiratis, ses alliés sûrs, ne voudraient pas en Libye d'un régime fondé sur un compromis entre nationalistes et islamistes. Cela revient à dire qu'ils ne voudraient pas d'une solution politique mettant sur un pied d'égalité les tenants des deux courants politiques. Si Haftar a attendu quasiment la veille d'un dialogue national sous l'égide de l'ONU pour lancer son offensive sur Tripoli, ce n'est pas pour marquer son dédain vis-à-vis d'Antonio Guterres, présent à ce moment dans le pays, mais pour mettre en exergue ce qui pour lui est essentiel : l'impossibilité d'un accord avec les islamistes de Tripoli. La présence du secrétaire général de l'ONU a été mise à profit par lui pour garantir la bonne réception de son message tant pour les islamistes que par le reste du monde. Remarquons à ce propos qu'il ne s'est pas comporté de façon très différente avec le président français : il ne l'a pas plus tôt quitté qu'il a repris son offensive sur Tripoli.

M. H.

«Un facteur de risque indéniable du diabète et des maladies cardiovasculaires», avertit le professeur qui rappelle que la prévalence du diabète en particulier, est trop élevée, le situant à 14%. Mettant en avant d'autres facteurs, à l'exemple du stress, très présent en Algérie, auquel il ajoute l'obésité, la sédentarité, ainsi que la pollution, ce praticien observe que tout concourt à ouvrir la voie à nombre de maladies.

Louiza Ait Ramdane

En l'absence d'une collectivité nationale contribuable

Comment pérenniser les grandes infrastructures ?

■ *Quelle durée de vie pour les infrastructures de base, sachant que celles-ci sont au fondement de tout processus de développement économique ? Quelle chance de renouvellement, à terme, de ces infrastructures dans le cadre d'une gestion publique où le volontarisme financier de l'Etat ne doit pas exclure les principes de management économique ? Comment favoriser la pérennité de structures condamnées à rentabiliser leurs fonctions ou mourir ?*

Par Filali H. Imène

Dans un contexte où barrages, routes, installations hydrauliques, centrales électriques, autoroutes, chemin de fer et autres structures vouées au service public de portée sociale et économique, dont on ne peut ignorer le caractère hautement



capitalistique, ne peuvent faire l'objet d'un réinvestissement deux fois dans un même quart de siècle, et certainement pas avec le même niveau de mobilisation de ces deux dernières décennies, la chance de disposer des fonds nécessaire ne se renouvelant pas indéfiniment.

La reconstruction ou la refondation infrastructurelle est donc un fait de portée historique en matière de projet de développement, car elle participe de la réinstallation de tout un environnement socio-économique dans des conditions propices à une véritable ré-émergence économique. C'est là le moindre des effets de ces réalisations qui permet d'offrir à l'économie algérienne autant qu'au social, pour plusieurs décennies, un environnement infrastructurel favorable

et aux normes universelles. Pourtant, autant qu'elle suscite la satisfaction et porte les promesses d'un développement probable, l'œuvre infrastructurelle est elle-même le lieu d'articulation de sa propre gestion et donc aussi de sa propre économie. Elle devient elle-même, de ce fait, l'espace d'un questionnement légitime, celui de savoir si elle est en connexion avec les normes de gestion universelles. Il s'agit, en fait, de l'avenir de ces infrastructures, dont il faudra à terme amortir l'investissement non pour en faire des entreprises économiques à but lucratif – l'Algérie en est encore loin dans ses performances managériales – mais en vue de leur donner les moyens de se renouveler et de se pérenniser en tant qu'instruments de base du développe-

ment économique et social. Cette exigence vaut pour les autoroutes dont les systèmes de péage permettent aux communautés économiques et sociales de contribuer, sans en ressentir l'impact financier, à l'effort de capitalisation du réinvestissement. Nous l'avons vu, d'ores et déjà, des défauts de conception exhibent un coût conséquent qui se gère à coups de milliards de dinars. A terme, sans un péage qui mutualise à l'échelle de la collectivité, les coûts à venir, dont ceux de la reconstruction, l'autoroute, voie royale du développement, pourrait en pâtir.

Elle vaut également pour les barrages, dont l'ensablement réduit la durée de vie, comme pour les centrales électriques, les stations d'épuration de l'eau, les systèmes de transfert des

eaux, les grands centres hospitaliers, les infrastructures sportives, etc. Bref, tout ce qui offre, propose ou assure un service public, dans les sphères économique et sociale, dont l'absence ou la rupture compromettrait imparablement le bien-être citoyen et le développement économique.

S'il est vrai que la recherche de cohésion sociale dans un contexte de transition économique ne plaide pas pour une répercussion des coûts – même ceux des infrastructures – dans les sphères économique et sociale, il est tout aussi vrai que la nécessité de gestion économique poussera, tôt ou tard, à préconiser les mesures universelles de viabilisation et de pérennisation des infrastructures, sans lesquelles d'ailleurs aucun bien-être et aucun développement ne sont possibles. Cela pourrait même se faire à un moment où la capacité d'assurer les grands équilibres socio-économique est inexistante.

C'est véritablement un cercle vicieux qui pourrait enfermer la décision politique en réduisant ses marges de manœuvre, compromettant jusqu'à la finalité sociale d'une politique providentielle qui réduit le rôle contribuable du citoyen à sa dimension symbolique, alors que cette contribution pourrait être effective, agissante et positive, dans le sens où en finançant, de façon mutualisée, l'effort de construction, la collectivité nationale, alors investie pleinement de sa citoyenneté, est associée, comme elle le mérite et le doit, à l'effort de développement et veille, elle-même, à la pérennité de son bien-être et de sa prospérité.

F. H. I.

Journal officiel

Les conditions d'exercice de la restauration de tourisme fixées par décret

Les conditions d'exercice de l'activité de restauration de tourisme ont été fixées par un décret exécutif publié au *Journal officiel* n° 31. Ce décret qui abroge les dispositions du décret n° 85-12 du 26 janvier 1985, modifié et complété, définissant et organisant les activités hôtelières et touristiques, a pour objet de «définir et d'organiser l'activité de restauration de tourisme, en tant qu'activité commerciale réglementée». Ce nouveau décret (n° 19-151 du 29 avril 2019) considère «restaurants de tourisme», les restaurants possédant des installations et des équipements correspondant à un certain niveau de confort et de service et destinés à fournir à une clientèle, des repas de toute nature, avec ou sans animation.

Le texte de loi exige des restaurants de tourisme de «répondre à la législation et à la réglementation en vigueur, notamment dans les domaines de l'urbanisme, de la sécurité et de la protection contre les risques d'incendie, de l'hygiène et la salubrité publique, du commerce, de l'environnement, des assurances, ainsi que des débits de boissons et des spectacles». Détaillant les normes auxquelles doivent répondre désormais les «restaurants de

tourisme», le nouveau décret a précisé que ces restaurants seront «classés en quatre catégories exprimées par un nombre d'étoiles croissant avec le confort du restaurant, allant d'une à quatre étoiles, conformément à des normes de classement telles que fixées par la loi». Les intéressés doivent, à cet égard, déposer une demande de classement de leurs restaurants, auprès de la direction de wilaya chargée du tourisme, contre récépissé de dépôt, accompagnée d'une copie du registre du commerce, d'une copie du constat de conformité aux règles d'hygiène et de salubrité publique, délivrée par les services de la santé territorialement compétents, une copie du constat de conformité aux règles de sécurité contre les risques d'incendie, délivrée par les services de la Protection civile territorialement compétents. Selon ce nouveau décret, une commission de wilaya de classement des restaurants doit être créée auprès du wali. Elle est composée des directeurs de wilaya chargés du tourisme, de la réglementation et des affaires générales, du commerce, de la santé, de l'environnement, de la Protection civile et d'un représentant des professionnels de

l'activité de restauration de tourisme dans la wilaya. Le classement des restaurants de tourisme dans les catégories 1, 2, 3 et 4 étoiles est prononcé par le wali territorialement compétent après avis de la commission, alors que la révision du classement est prononcée à tout moment par la commission sous réserve de certaines dispositions. Les nouvelles conditions arrêtées dans le décret stipulent que le classement dans une catégorie supérieure est prononcé lorsque le restaurant de tourisme classé possède toutes les caractéristiques exigées pour cette nouvelle catégorie, tandis que le déclassement dans une catégorie inférieure est prononcé, après mise en demeure, lorsque les caractéristiques du restaurant de tourisme ne correspondent plus aux exigences de la catégorie de son classement antérieur. La radiation du répertoire des restaurants classés dans la catégorie «restaurant de tourisme» est prononcée, quant à elle, par arrêté du wali dans les cas où les caractéristiques du restaurant ne correspondent plus aux exigences de la catégorie la plus basse et ce, après mise en demeure, ou si l'exploitant refuse de se soumettre aux visites des membres

de la commission, après mise en demeure, ou encore lorsque le restaurant a cessé toute exploitation à la demande expresse de l'exploitant. Le décret prévoit également, dans les cas de radiation, la perte pour l'exploitant du bénéfice de tous les effets se rattachant au classement et, de ce fait, est tenu de retirer la mention «restaurant de tourisme» de tout affichage commercial ou support publicitaire. Pour la vérification de leur conformité aux conditions requises pour leur classement, les restaurants à classer doivent admettre la visite des membres de la commission. Le classement attribué doit être affiché à l'entrée principale du restaurant de tourisme, avec un panneau officiel de classement indiquant sa catégorie de classement. Ce panneau est délivré par l'Agence nationale de développement du tourisme, contre paiement d'une contrepartie financière, sur présentation de l'arrêté de classement. Les exploitants des restaurants déjà classés dans la catégorie «restaurants de tourisme» sont tenus de se conformer aux dispositions du nouveau décret dans un délai de 12 mois à compter de sa date de publication au *Journal officiel*.

Safy T./APS

Pétrole

Le panier de l'Opep baisse à 67,40 dollars le baril

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé vendredi à 67,40 dollars le baril, contre 68,56 dollars la veille (jeudi), a indiqué hier l'Opep sur son site web.

Par Mahi O.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Vendredi, les cours du pétrole remontaient en cours d'échanges européens, le marché reprenant son souffle après avoir subi la veille les plus fortes pertes quotidiennes de l'année sur fond de ralentissement de l'économie et de tensions commerciales. Dans l'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 68,09 dollars à Londres, en hausse de 34 cents par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril de WTI pour la même échéance gagnait 22 cents à 58,13 dollars. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 68,50 dollars à Londres, en hausse de 74 cents par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance gagnait 67 cents à 58,58 dollars. Depuis le début de la semaine, le Brent a perdu 4,18 dollars et le WTI 4,78 dollars, et les cours ont connu leurs plus fortes baisses quotidiennes de 2019, jeudi. Les prix se sont écroulés comme un château de cartes avec un bond des stocks américains de brut, une demande faible des raffineries et les craintes que le conflit commercial sino-américain ne pèse sur la croissance mondiale, a énuméré un analyste. La baisse des prix avait en effet débuté mercredi, avec la publication hebdomadaire des données de



PHOTO: R.

l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), qui a fait état d'une hausse inattendue des réserves de brut sur la semaine précédente. Le lendemain, des PMI décevants au Japon, en Europe et aux Etats-Unis sont venues nourrir les craintes que la croissance mondiale souffre, sur fond de durcissement des relations sino-américaines, notamment autour du dossier Huawei. Le ralentissement de l'activité privée aux Etats-Unis, selon l'indice PMI composite du cabinet Markit, prouve que même l'économie américaine n'est pas immunisée contre le danger des droits de douane punitifs, ont commenté des analystes. Un ralentissement de l'économie pourrait peser sur

la demande de carburant, et donc de pétrole. Pourtant, tous les analystes ne sont pas convaincus que la baisse récente des prix est justifiée, alors que la production est fortement perturbée par des sanctions américaines sur deux exportateurs historiques, le Venezuela et l'Iran, et que l'Opep et ses partenaires maintiennent pour l'instant leur accord de limitation de la production. L'Organisation avait convenu en décembre 2018 avec dix pays producteurs non-Opep, la Russie à leur tête, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils/jour à partir du 1er janvier 2019, pour une période de six mois, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400

000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep. Le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMMC) a réaffirmé suite à sa 14ème réunion tenue récemment en Arabie saoudite son engagement à réaliser un marché équilibré et à œuvrer de manière durable pour la stabilité du marché pétrolier avec des fondamentaux solides. Ce Comité est composé de l'Arabie Saoudite, la Russie, l'Algérie, les Emirats arabes unis, l'Iraq, le Kazakhstan, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela. Une réunion ministérielle de l'Opep est prévue en juin 2019 à Vienne et devra porter sur les mesures à prendre pour le second semestre de 2019.

Plan local de développement à Médéa

Une dotation financière de 8 milliards de DA allouée

Une dotation budgétaire d'un montant de l'ordre de huit milliards de DA a été allouée à la wilaya de Médéa, sur le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (Fgslc), pour le financement de plusieurs opérations retenues dans le cadre du plan local de développement, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Quatre principaux secteurs d'activités, en l'occurrence l'énergie, les travaux publics, la jeunesse et les sports, et celui de la santé, ont accaparés les gros des subventions octroyés à la wilaya, eu égard au grand

besoins exprimés dans ce sens par de nombreuses communes, a-t-on signalé. Ainsi, une dotation de quatre milliards de DA sera réservée au secteur de l'énergie, avec en priorité, le raccordement en gaz naturel des six communes situées à l'ouest de la wilaya, afin de parvenir, d'ici la fin de l'année en cours, à garantir une pénétration en gaz naturel à l'ensemble des 64 communes que compte la wilaya, a-t-on indiqué. Un projet de raccordement en gaz naturel de neuf communes de l'est et du nord-est de la wilaya de Médéa, à partir du gazoduc de Beni-Slimane, est en

cours de réalisation et sera fin prêt, cet été, a fait savoir la même source, ajoutant que l'entrée en exploitation de ce projet portera à 58 le nombre global de communes approvisionner en gaz naturel, les six communes restantes seront prises en charge à la faveur de ce plan de développement. Le secteur de la jeunesse et des sports a été créé d'une subvention financière de l'ordre de 1,27 milliard de DA, destinée à la réalisation de terrain de sport et de complexes sportifs de proximité (CSP) au niveau des grandes agglomérations urbaines, alors que le sec-

teur des travaux publics s'est vu attribuer une enveloppe financière d'un montant de 570 millions de DA qui seront consacrés à la réhabilitation d'un linéaire de 73 km de réseaux de chemins de wilaya et communaux, a-t-on affirmé. Quatre communes, en l'occurrence Ouled Antar, Ouled Hellal, El-Omaria et Ain-Boucif, dont une partie importante du réseau routier est très dégradé et nécessite une prise en charge, ont été retenues pour bénéficier des opérations de réhabilitation programmées pour le proche avenir, a-t-on conclu.

Salem K.

Chine

Les bénéficiaires des grandes entreprises industrielles en repli

LES BÉNÉFICIAIRES des grandes entreprises industrielles chinoises ont reculé de 3,4% au cours des quatre premiers mois de cette année, a indiqué hier le Bureau d'Etat des statistiques chinois (BES). Les bénéficiaires cumulés des entreprises industrielles présentant un chiffre d'affaires annuel de plus de 20 millions de yuans (environ 2,9 millions de dollars) ont atteint 1 810 milliards de yuans de janvier à avril. Les revenus d'exploitation de ces entreprises ont atteint 32 840 milliards de yuans durant cette période, en hausse de 5,1% sur un an, d'après les données du BES. L'expert principal du BES, Zhu Hong, attribue ce recul à la baisse du taux de taxe sur la valeur ajoutée qui est entrée en vigueur le 1er avril, provoquant une hausse précédente de la demande de produits industriels en mars. De janvier à avril, les bénéfices des entreprises industrielles d'Etat ont reculé de 9,7% sur un an, alors que ceux des entreprises privées ont progressé de 4,1%. Les entreprises du secteur minier et de l'industrie manufacturière ont respectivement enregistré un recul de leurs profits de 0,7% et de 4,7%. Parmi les 41 sous-secteurs, 27 ont constaté une hausse des bénéfices, alors que 14 ont connu un recul de leurs profits. R. E.

Blé

Forte progression des cours soutenus par les inquiétudes américaines

LES PRIX du blé étaient encore en très forte progression, hier à la mi-journée, soutenus par les inquiétudes pesant sur les cultures aux Etats-Unis. Alors que la Bourse de Chicago était fermée pour cause de «Memorial Day» (lundi férié), la persistance des pluies dans le Midwest laissait toujours craindre des problèmes sur les cultures céréalières. «Il y a des inquiétudes sur les blés d'hiver américains, en pleine floraison», déclarait Nathan Cordier, analyste au cabinet Agritel. Ces pluies pourraient être un «facteur de dégradation de qualité», même si on est encore loin de la récolte, ajoutait M. Cordier. Des pluies sont encore attendues sur la semaine, non seulement sur la Corn Belt, mais également sur le Texas. Les précipitations laissent également planer une inquiétude concernant les semis de maïs. Peu avant 11h00 GMT sur Euronext, la tonne de blé regagnait 3,25 euros sur l'échéance de septembre à 181,25 euros et 2,75 euros sur celle de décembre à 184,25 euros, pour un peu plus de 21 000 lots échangés. La tonne de maïs progressait aussi, quoique plus modestement, augmentant de 75 centimes d'euro sur l'échéance de juin à 162,50 euros et d'un euro sur l'échéance d'août à 169,50 euros, pour un peu plus de 500 lots échangés. Les cours du maïs sont pénalisés par la poursuite des importations en France de marchandises ukrainiennes. R. E.

Mascara

Nécessité de relier toutes les sources d'eau en un réseau unitaire pour éviter les coupures

■ Le ministre des Ressources en eau, Ali Hamam, a appelé à Mascara, les cadres du secteur de la wilaya à relier toutes les sources d'eau de la wilaya en un seul réseau pour éviter toute coupure dans l'approvisionnement de l'eau potable, en cas d'incident.

Par Anissa H.

Le ministre a appelé les cadres locaux du secteur, à la faveur de la visite de travail qu'il a effectuée dans la wilaya, à relier toutes les ressources hydriques qu'elles soient en surface, souterraines ou dessalées et traitées, dans un réseau unitaire et, partant, le recours à l'une des ressources en cas de non-exploitation de l'autre qu'elle qu'en soit la cause, de manière à ne pas perturber l'approvisionnement des populations de cette source vitale. M. Hamam a déclaré que la wilaya de Mascara s'adosse sur diverses ressources hydriques pour assurer l'alimentation en eau potable à ses populations, à commencer par l'eau de mer dessalée, approvisionnée à hauteur de 53 pour cent au profit des habitants de la wilaya, les eaux souterraines à 43 pc et l'eau des barrages à 4 pc. Cet état de fait pour le moins réconfortant n'empêche pas à rattacher ces sources d'approvisionnement d'eau pour éviter les coupures d'eau en cas d'arrêt de l'une d'elles, a-t-il souligné. Cinq autres communes de la wilaya de Mascara devront bénéficier à partir du mois août prochain de l'alimentation en eau potable à partir de la mégastation de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaa (Oran), a-t-il déclaré, ajoutant que ceci ne fera augmenter le nombre de communes de la wilaya qui seront alimen-

tées de cette eau non conventionnelle pour atteindre un total de 21 communes, soit 72 pour cent des besoins en eau de la population de la wilaya. Le ministre s'est engagé, après s'être enquis du projet de réalisation de deux réservoirs de stockage, de 30 000 mètres cubes dans la commune de Mamounia, à prendre des mesures draconiennes, dans le respect du code des marchés publics, jusqu'à résilier les contrats avec les entreprises défaillantes à qui, a été confiée la réalisation de projets hydrauliques en raison du retard enregistrés dans la conduite des travaux des projets avec tout cela suppose comme impact sur les coûts des travaux d'achèvement et le retard dans l'exploitation des projets en cours de réalisation. Le ministre, qui s'est enquis des deux projets

de bassin d'irrigation à Ghriss et à Kechout, a tenu à rassurer les agriculteurs que la première tranche du bassin d'irrigation de la plaine de Ghriss, qui s'étend sur une superficie de 1 500 hectares, entrera en exploitation le mois de juillet prochain, de même que le bassin de la plaine de Kechout dans la commune d'Aïn Frah sur une superficie de 500 ha, qui sera opérationnel, dans la même période. Ali Hamam a affirmé que l'Etat a consenti de grands efforts pour de grands projets de développement notamment en matière d'irrigation agricole en tant que soutien à l'évolution du secteur agricole en Algérie devant participer pleinement à la création de la richesse et de l'emploi et contribuer à la réduction de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Aussi, il a annoncé la



Ph. > D. R.

programmation de projets additionnels au profit de la wilaya de Mascara pour renforcer le réseau des stations de traitement et d'épuration des eaux usées et ce, par l'inscription d'une nouvelle Step au chef-lieu de wilaya.

Cette dernière vient renforcer l'actuelle Step qui n'arrive plus à absorber ce que produit la ville de Mascara comme eaux usées, en plus de la programmation de deux Step dans les communes de Sig et Tighennif. A. H. / APS

Souk-Ahras

Extension des surfaces oléicoles à 12 500 hectares au titre de l'actuelle saison

Les surfaces dédiées à la filière oléicole ont connu une extension notable dans la wilaya de Souk-Ahras au titre de la saison agricole 2018-2019 passant de 4 500 à 12 500 hectares, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles (DSA). Cette superficie totalise pas moins de 1,5 million d'oliviers, dont 790 000 productifs, selon la même source, qui a souligné

que l'évolution de la filière oléicole dans la wilaya de Souk Ahras est à mettre au crédit du programme de plantation d'arbres fruitiers mené conjointement par la DSA et la Conservation des forêts, mais également à l'accompagnement apporté en permanence aux agriculteurs à travers la tenue de plusieurs sessions de formation sur le suivi de l'itinéraire technique. Outre l'or-

ganisation ces dernières années de campagnes de vulgarisation des savoirs oléicoles au profit de 800 agriculteurs, la concrétisation des programmes comme ceux des projets de proximité et de développement rural (PPDRI), du Fonds national de développement agricole (FNDA) et du Haut-Commissariat pour le développement de la steppe, ont permis à la filière oléicole locale

de réaliser un saut aussi bien qualitatif que quantitatif, a-t-on ajouté. La DSA a dans ce contexte fait savoir qu'à la faveur des efforts visant à propulser une filière créatrice de richesse et d'emploi mais aussi bien à protéger le couvert végétal et à mettre en valeur les zones rurales, environ 750 hectares ont été consacrés à l'oléiculture dans les communes arides situées dans le sud de la wilaya telles que Oued kebrit, Targuata Oum Ladaim. La surface globale dédiée à oléiculture dans la wilaya de Souk Ahras est répartie à travers les communes d'Ouled Moumen, Lakjdara, Lemrahna, Lahdada, Sidi Fedj, Drea, M'darouche, Tifeche, Bir Bouhouche, selon la même source. Pour rappel la production oléicole réalisée dans la wilaya de Souk Ahras lors de la précédente saison agricole a été de 27 000 qx d'olives de table et 79 000 qx d'olives à huile, a-t-on fait savoir.

Nabila T.

Mila

Consolidation «avant fin août» de tronçons de 3 routes nationales

Les travaux de consolidation de tronçons de trois routes nationales dans la wilaya de Mila seront terminés «avant la fin du mois d'août», a indiqué le directeur des travaux publics, Abdalah Sellai. Il s'agit du tronçon de la RN-5 traversant la commune de Tadjenanet, du tronçon de la RN-79 de la commune de Fedjioua et de tronçons de la RN-5 bis entre Ain Tine et Sidi Khelifa, de la commune d'Oued El Athmania et de l'évitement de la commune de Telegema, a précisé ce responsable. Les travaux engagés concernent également la consolidation de

l'intersection des RN 79 et 5 bis, a ajouté la même source qui a indiqué en outre que la réception de la voie de contournement nord de la ville de Mila est prévue en «septembre prochain» même si des travaux complémentaires de consolidation seront poursuivis au niveau des endroits ayant connu des glissements de terrain. Le directeur des travaux publics a fait état de la poursuite des travaux de traitement des dégâts occasionnés par les intempéries sur 7 sites de chemins de wilaya et communaux ainsi que la fin des travaux de réalisation d'une nouvelle route à El

Fedj dans la commune de Rouached non encore classée. Le chemin de wilaya CW-135 a été réhabilité entre la commune de Baynane et les limites de la wilaya de Djijel, est-il indiqué. Le viaduc géant de 620 mètres sur Oued Menar dans la commune de Minar Zerza sur la RN-79 sera réceptionné «la fin de l'année en cours» après la relance de son chantier en novembre de l'année passée, a affirmé le directeur des travaux publics qui a fait état de la mise en service l'été prochain de l'éclairage public au niveau de trois ponts sur les RN 105 et 27.

A. O. / APS

Guelma

Lancement «prochain» d'un programme spécial pour le raccordement au gaz

Un programme spécial portant sur le raccordement au réseau de gaz naturel de 64 groupements d'habitats répartis à travers 20 communes de la wilaya de Guelma sera incessamment lancé, a révélé le wali, Kamel Abla. Le chef de l'exécutif local a indiqué à l'APS que la concrétisation de tous les projets inscrits

dans le cadre de ce programme va permettre de raccorder au réseau de gaz naturel, les régions et les zones rurales les plus enclavées soulignant que la wilaya a bénéficié de l'enveloppe financière dudit programme dans le cadre du fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Le premier responsable de la

wilaya a relevé que ces projets qui nécessitent la construction de 510 km linéaire de réseau, vont donner lieu à 10 500 raccordements collectifs et individuels bénéficiant à plus de 50 000 âmes. Une fois que le raccordement des groupements d'habitats, des quartiers et des villages concernés sera effectué, le taux de couverture

en gaz naturel dans cette wilaya atteindra les 98% contre 88% actuellement, a ajouté le wali qui également indiqué que ce programme spécial sera exécuté parallèlement aux anciens projets lancés antérieurement. Par ailleurs, le raccordement au gaz de près de 9 000 foyers répartis à travers les 34 communes de la wilaya,

sera progressivement mis en exploitation dans le cadre des projets actuels, selon le même responsable. Pour rappel, entre mars et avril 2019, près de 3 500 foyers répartis entre les communes de Nechmaia, Bordj Sebat, Bouchana et Ain Sendel ont été raccordés au réseau de gaz naturel.

R. R.

Démission de Horst Kohler

Des diplomates sahraouis soulignent la responsabilité de la France

■ La démission de l'Envoyé spécial de l'ONU au Sahara occidental, Horst Kohler, n'est pas liée uniquement aux problèmes de santé, mais résulte de la «complicité flagrante» de la France avec l'occupant marocain et «l'irresponsabilité» du Conseil de sécurité à résoudre ce conflit, ont souligné des diplomates sahraouis regrettant le départ précipité de l'émissaire onusien.

Par Farid M.

Le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, a affirmé que l'envoyé de l'ONU au Sahara occidental, Horst Kohler, s'est retrouvé dans une position politique, morale et psychologique qui le poussait à se retirer de sa mission à cause de la «complicité flagrante» de la France avec l'occupant marocain et «l'irresponsabilité» du Conseil de sécurité à résoudre ce conflit vieux de 45 ans. «La prochaine bataille n'est pas de savoir qui sera le prochain envoyé personnel de l'ONU au Sahara occidental, mais celle de voir le Conseil de sécurité assumer ses responsabilités pour imposer la légitimité internationale comme seule solution au conflit», a souligné M. Ould Salek, dans une déclaration à la presse. Indépendamment de la raison de santé invoquée comme une des causes du départ de M. Kohler, le diplomate sahraoui a soutenu qu'il existe bien des faits «irréfutables» prouvant que l'Envoyé spécial des Nations unies est parvenu à la même conviction que celles de ses prédécesseurs, James Baker et Christopher Ross, que la mission de la Minurso devant aboutir au respect des engagements pris en 1991 pour organiser le référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui, est confrontée au «refus franc» est «fermement affiché» par la France et à «l'échec du Conseil de sécurité à résoudre le conflit». «Dans certaines régions, il y a des ingérences, y compris par la guerre, pour imposer la démocratie et le respect de la légitimité du droit international et des droits de

l'Homme. Dans d'autres cas, le contraire est vrai. Le peuple sahraoui est empêché d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination en violation flagrante de toutes les lois, législations, conventions et résolutions», a déploré le chef de la diplomatie sahraouie.

Des accords illégaux défendus au détriment de la légalité internationale

Dans le même ordre d'idées, le coordonnateur sahraoui auprès de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) et membre du secrétariat national du Front Polisario, M'hamed Kheddad, a assuré que Horst Kohler a démissionné en raison des «pressions» exercées par la France sur l'Envoyé spécial de l'ONU, affirmant que «Paris a carrément saboté le travail de Horst Kohler». S'exprimant dans un entretien à l'agence russe Sputnik, M. Kheddad a indiqué qu'en plus de la raison de santé évoquée par l'ex-président allemand dans sa lettre de démission, le diplomate onusien rencontrait aussi des «obstacles, dressés notamment par Paris et Washington». «(...) Il faut bien signaler que depuis sa nomination au poste d'Envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, beaucoup d'obstacles ont été érigés sur sa route», a fait savoir le responsable sahraoui, rappelant dans ce sillage que le diplomate onusien avait toutes les qualités et les compétences nécessaires pour réussir sa mission, notamment son expérience diplomatique ainsi que sa



connaissance du continent africain et de ses problèmes. M. Kheddad a signalé, toutefois, que dès sa prise de fonction, l'ex-président allemand avait rencontré beaucoup d'entraves dans l'accomplissement de sa mission, notamment aux Nations unies et à l'Union européenne, dressées, a-t-il précisé, par la France qui ne voulait pas que le mandat de la Minurso soit réduit à six mois. «C'est aussi la France qui a pesé de tout son poids pour que l'Union européenne signe de nouveaux accords incluant illégalement les territoires du Sahara occidental occupés (accord d'association UE-Maroc et l'accord d'agriculture et de pêche UE-Maroc, ndr) en violation flagrante des décisions de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) (les arrêtés de 2015, 2016 et 2018)», a souligné, en

outre, le coordonnateur sahraoui auprès de la Minurso, alors que le Sahara occidental et les eaux qui lui sont adjacentes ne faisaient pas partie du territoire du Royaume du Maroc. L'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, a, quant à lui, assuré que les circonstances de la démission de Horst Kohler ont démontré que «le Conseil de sécurité n'a pas pris suffisamment de mesures pour amener le Maroc à se conformer aux résolutions onusiennes». Intervenant lors d'une conférence organisée par le Parlement africain de la société civile, sous le thème «Le Sahara occidental, dernière colonie en Afrique», en célébration de la Journée de l'Afrique, l'ambassadeur sahraoui a mis en garde contre le vide que laissera

M. Kohler, auquel le Front Polisario rend hommage pour ses sincères efforts en vue de créer la dynamique imprimée aux négociations.

F. M./APS

Tunisie

Quatre personnes arrêtées en s'infiltrant illégalement depuis la Libye

Quatre personnes ont été arrêtées alors qu'elles tentaient de s'infiltrer illégalement dans le territoire tunisien depuis la Libye, a indiqué le ministère de l'Intérieur tunisien. «Une patrouille de la brigade des gardes-frontières dans la ville tunisienne de Ben Guerdane, dans le sud-est de la Tunisie, a saisi samedi quatre personnes de nationalité soudanaise à la frontière libyenne qui tentaient de pénétrer dans le sol tunisien», précise la même source. «En consultant le ministère public, ils avaient été mis en garde à vue avant de se traduire en justice pour accès illégal en Tunisie : ils ont été renvoyés à la section du Croissant-Rouge de Médénine (province du sud-est tunisien) pour qu'elle prenne les mesures nécessaires», ajoute le ministère. Depuis le début des combats autour de la capitale libyenne Tripoli, le 4

avril, de nombreux Africains vivant en Libye ont multiplié les tentatives de pénétrer furtivement sur le sol tunisien ou participer à des tentatives d'immigration clandestine en Italie depuis la côte tunisienne, selon les médias.

Les exportations des jeans vers l'UE ont atteint 440 millions d'euros en 2018

Les exportations tunisiennes des jeans vers l'Union européenne ont atteint environ 1 322 millions de dinars tunisiens au terme de 2018 (Environ 440 millions d'euros), a annoncé le ministère tunisien de l'Industrie et des PME. La Tunisie est toujours le premier fournisseur du marché italien en pantalons en jean et 4^e fournisseur du marché français, selon le ministère. Les exportations globales

du secteur du textile-habillement ont atteint, en janvier 2019, environ 707 millions de dinars. La Tunisie compte 500 entreprises industrielles actives dans la fabrication des jeans, dont 90% sont totalement exportatrices. Ces entreprises emploient 57 000 personnes, a affirmé le ministre de l'Industrie et des PME, Slim Feriani, lors de son entretien avec Eric Linczowski, directeur général de la multinationale du jean «WIC», installées dans plusieurs localités à Bizerte. La société, qui emploie actuellement 4 500 personnes et produit environ 6 millions de pièces par an, envisage de créer de nouveaux projets en Tunisie dans d'autres gouvernorats, selon son premier responsable dont les propos sont rapportés par le ministère.

Amel O.

Au profit de familles mauritaniennes nécessiteuses L'Ambassade d'Algérie à Nouakchott distribue des rations alimentaires

L'AMBASSADE d'Algérie à Nouakchott (Mauritanie) a distribué 300 paniers alimentaires au profit des familles nécessiteuses à Nouakchott et Nouadibou pour rompre le jeûne, lors de la première semaine du mois sacré, en concrétisation des valeurs de solidarité et de fraternité entre les deux pays, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. Chaque panier alimentaire contient «des denrées alimentaires de large consommation», a précisé la même source, ajoutant qu'il s'agit de «la deuxième année où l'ambassade d'Algérie en Mauritanie prend l'initiative de faire de bonnes actions» qui traduisent les liens de fraternité et de solidarité unissant les deux pays frères. La représentation algérienne avait distribué «des médicaments et des équipements au profit d'un hôpital, d'un point de santé et d'une école, en attendant d'autres initiatives au profit des orphelins et des malades».

R. M.



Iran

Donald Trump assure ne pas chercher de changement de régime

■ Donald Trump, en visite au Japon, a adopté un ton conciliant hier face à la montée des tensions avec l'Iran, assurant que Washington ne cherchait pas un changement de régime à Téhéran, et s'est montré optimiste quant aux intentions de la Corée du Nord, vantant «l'intelligence» de son dirigeant Kim Jong Un.

«**N**ous ne cherchons pas un changement de régime (à Téhéran), je veux que cela soit clair», a lancé le président américain, alors que les États-Unis déploient des moyens militaires dans la région. «Ce que nous voulons, c'est l'absence d'armes nucléaires. Je ne veux absolument pas nuire à l'Iran», a-t-il ajouté, à l'issue d'un sommet avec le Premier ministre japonais Shinzo Abe à Tokyo, estimant même pouvoir «parvenir à un accord». Plus tôt dans la journée il avait tenu la main, se disant convaincu que l'Iran souhaitait un tel dialogue. «S'ils veulent parler, nous parlerons», avait-il dit. Il a aussi semblé faire un appel du pied à M. Abe pour une médiation japonaise, soulignant «les relations étroites» de celui-ci avec les dirigeants iraniens. La presse prête à M. Abe l'intention de se rendre prochainement en Iran. Sur l'autre point chaud de la politique étrangère américaine, la

Corée du Nord, il a qualifié le dirigeant nord-coréen de «gars très intelligent», estimant que Kim Jong Un «comprend bien» que l'arme nucléaire ne peut apporter que «de mauvaises choses» et que son pays dispose d'un «potentiel économique phénoménal» à développer. Il avait même évoqué auparavant «un grand respect entre les États-Unis et la Corée du Nord», en allusion à ses deux rencontres avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un, en juin 2018 à Singapour, puis à Hanoï en février, même si cette dernière s'était terminée par un échec. Depuis, les négociations sur le nucléaire se sont enlisées et Pyongyang a mené début mai des essais de missile à courte portée. Mais dimanche, M. Trump avait minimisé ces actions : «La Corée du Nord a lancé quelques petites armes, ce qui a dérangé certains dans mon pays et d'autres, mais pas moi», avait-il lancé sur Twitter, alors que son

hôte, M. Abe, souligne au contraire le risque pour le Japon tout proche des missiles à courte portée. M. Trump a rencontré hier pour la deuxième fois des familles de ressortissants japonais enlevés en pleine guerre froide par des agents de Pyongyang. M. Abe, pour qui cette question a une grande importance en politique intérieure, l'appelle régulièrement à intercéder auprès de la Corée du Nord afin de faire revenir au pays ceux qui auraient survécu. Le Premier ministre japonais espère lui-même rencontrer Kim Jong Un, et a dit avoir obtenu le «plein soutien» du président américain à ce sujet. Concernant la Chine, M. Trump s'est là aussi montré confiant : il a estimé qu'il y avait «de très bonnes chances» que soit signé prochainement un accord commercial malgré le récent durcissement des négociations entre les deux premières puissances économiques au monde. Dans la matinée, Donald Trump avait été le premier dirigeant étranger à rencontrer le nouvel empereur du Japon, Naruhito, qui a accédé au trône du Chrysanthème début mai après l'abdication de son père Akihito. «Cela fait plus de 200 ans qu'il n'y a pas eu un tel événement dans l'histoire du Japon. C'est un grand honneur», a répété M. Trump, qui aura ensuite les honneurs d'un banquet impérial dans la soirée. Shinzo Abe espère s'attirer par ce chaleureux accueil les bonnes grâces de son



PH. > D. R.

partenaire dans les négociations commerciales nippo-américaines en cours. Donald Trump a de nouveau déploré hier un «énorme déséquilibre» entre les deux pays, tout en estimant une solution possible. Les relations entre les deux pays «n'ont jamais été aussi bonnes» et «je suis sûr que nous trouverons une solution dans quelque temps», a-t-il dit, évoquant des annonces «probablement en août», après les élections sénatoriales de juillet dans l'archipel. M. Trump a par ailleurs salué le prochain achat par le Japon de 105 avions de combat américains F-35 supplémentaires, alors que l'archipel renforce ses dépenses d'armement

pour donner des gages à son allié sur le volet commercial. Témoin de cette cordiale entente, la visite de M. Trump, arrivé samedi au Japon, s'est pour l'instant déroulée sous les meilleurs auspices, avec force échanges d'amabilités. Dimanche, MM. Trump et Abe avaient renforcé leur «amitié» par une partie de golf, avant de se rendre à la finale du tournoi de sumo de Tokyo. Le président américain a solennellement remis l'imposante «Coupe présidentielle», une trentaine de kilogrammes et 1,4 mètre de haut, au vainqueur, le Japonais Asanoyama, sous les cris enthousiastes de la foule. **Rosa C.**



Impuissance

Démission

Par Fouzia Mahmoudi

Si le Rassemblement national de Marine Le Pen a dans les faits devancé la République en Marche d'Emmanuel Macron à l'occasion des élections européennes de dimanche, l'on peut cependant difficilement parler de «victoire». En effet, le RN ne prenant la tête qu'avec 18 000 voix d'avance. De même il n'est pas possible de parler de défaite pour LREM qui malgré plusieurs mois de contestation des «gilets jaunes» obtient un très bon score, laissant loin derrière le troisième au classement, Europe Écologie Les Verts. Mais le grand perdant de cette élection reste Les Républicains avec un score historiquement bas de 8,48%. Un résultat si décevant, certains diront humiliant, que les critiques acerbes à l'endroit du président du parti de droite Laurent Wauquiez ne se sont pas faites attendre. Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France a ainsi rapidement fait savoir qu'«à sa place», elle démissionnerait de la présidence du parti. Elle en appelle à une alliance de la droite et du centre. Pécresse, représentante d'une droite plus centriste que celle de Laurent Wauquiez, n'a pas mâché ses mots après cette défaite cinglante. «À partir du moment où nous n'incarnerons pas une alternance crédible, un certain nombre de nos électeurs qui veulent voter contre Macron votent pour le Rassemblement national, ceux qui veulent faire barrage au populisme ont voté Emmanuel Macron», a analysé Valérie Pécresse. Elle a déclaré qu'«à la place» et «dans la situation» de Laurent Wauquiez, elle démissionnerait de la présidence des Républicains. «C'est une question personnelle. Si j'étais à sa place et vu la situation, sans doute je le ferais», a fait savoir Pécresse. Mais «le sujet n'est pas personnel. Le sujet, c'est celui de la ligne politique de la droite, et aussi celui de sa stratégie», a-t-elle ajouté. La présidente de la région Île-de-France pour «un élargissement, une alliance avec le centre-droit», notamment l'UDI de Jean-Christophe Lagarde. Elle souhaite également «le retour de ceux qui sont partis», citant «François Baroin, Gérard Larcher, Jean-François Copé, Bruno Retailleau», ou encore «Xavier Bertrand». Pour elle, le prochain défi des Républicains sera d'«incarner une droite moderne dans la France d'aujourd'hui en partant de nos racines et de nos valeurs, qui n'ont jamais été aussi nécessaires». Et la curée ne semble être qu'à son début, de nombreuses personnalités, parfois effacées depuis quelque temps refont surface pour clouer Wauquiez au pilori. L'ancien président de l'UMP (devenue Les Républicains), Jean-François Copé, a ainsi jugé hier «intenable» le «rejet massif» dans l'opinion des «dirigeants» de LR, visant sans le nommer Wauquiez, et a dénoncé un parti «verrouillé» depuis dix-huit mois. Reste à savoir combien de personnalités de droite se positionneront ces prochains jours contre le président LR et s'ils auront raison de lui en le poussant à la démission pour tourner une nouvelle page du parti de droite avec une nouvelle ligne politique. **F. M.**

Royaume-Uni

La victoire du Parti du Brexit renforce l'hypothèse d'un «no deal»

Le Parti du Brexit du populiste Nigel Farage, partisan d'une rupture nette avec l'UE, arrive nettement en tête des européennes au Royaume-Uni avec 31,8% des voix, selon des résultats partiels dimanche, renforçant l'hypothèse d'une sortie sans accord. Les électeurs ont durement sanctionné le Parti conservateur de la Première ministre Theresa May, relégué à la 5e place avec 9,1% des voix et qui paye son incapacité à mettre en œuvre le Brexit, selon ces premiers résultats portant sur plus de la moitié des votes. M^{me} May a dû organiser le scrutin européen en catastrophe avant d'annoncer vendredi sa démission. Lot de consolation pour les europhiles, le scrutin a donné un nouveau souffle au parti Libéral-démocrate, qui obtient 20,4% des voix. Mais il n'a pas les moyens de peser sur les décisions au niveau national avec une petite poignée de députés seulement. Nigel Farage n'a pas attendu les résultats pour prédire «une grande victoire» à son parti devant la presse à Southampton,

dans le sud de l'Angleterre. L'autre grand parti traditionnel, le Parti travailliste (opposition), sort également meurtri du scrutin, avec 13,7% des voix, payant lui son attitude ambiguë sur le Brexit. La députée Emily Thornberry a ainsi reconnu que le Labour avait «besoin d'être plus claire et sans équivoque sur ce que nous voulons», sur la BBC. Quant aux Verts, ils doublent leur score par rapport à 2014, à 12,1%, devançant les conservateurs. Les Britanniques ont voté pour la sortie de l'UE à 52% des voix en juin 2016 et elle aurait dû entrer en vigueur le 29 mars. Mais M^{me} May n'a pas réussi à rassembler son parti, divisé sur la question, et les députés autour de son plan de divorce négocié avec Bruxelles. Elle a alors a dû demander son report, au 31 octobre au plus tard. Créé il y a à peine quatre mois en réaction aux attermoissements au Parlement sur la mise en œuvre du Brexit, le Parti du même nom n'affichait d'ailleurs pas d'autre programme dans ces élections que la sortie de l'UE. Il a capitali-

sé sur la colère des électeurs face à l'interminable feuilleton du Brexit. Nigel Farage, 55 ans, ancien trader à la City, avait déjà en 2014 remporté les élections européennes, à l'époque à la tête du parti europhobe et anti-immigration Ukip. Il est pour un départ à tout prix de l'UE, même sans accord pour absorber le choc. «Pour honorer le vote démocratique du peuple et les promesses qui ont été faites, la seule chose que nous puissions faire est de sortir (de l'UE) avec les termes de l'OMC», a-t-il déclaré pendant la campagne. C'est-à-dire en quittant l'union douanière et le marché unique pour des relations commerciales régies par l'Organisation mondiale du Commerce. Ce scénario est la hantise des milieux d'affaires et les Européens n'y sont pas non plus favorables. Le Parlement britannique avait voté contre. Mais la nouvelle victoire de Nigel Farage ne peut que conforter l'aile europhobe du Parti conservateur, favorable à une coupure nette avec l'UE.

Festival européen à Alger

Savoureuse prestation de l'ensemble hongrois «Source pure»

■ La scène du 20^e Festival culturel européen en Algérie a accueilli, dimanche soir à Alger, l'ensemble «Source pure», qui a ravivé devant un public relativement nombreux, chants et danses du patrimoine ancestral hongrois.

Par Adéla S.

Présent à l'avant-dernier soir du festival, l'ensemble hongrois «Source pure» a embarqué le public de la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riad El Feth (Oref) dans un voyage à travers le temps, au cœur de la «paysannerie archaïque hongroise». Figures éminentes de la scène folklorique hongroise dans ses dimensions, artistique et de recherche ethnographique, Zoltan Szabo, musicien polyvalent, sa femme, Katalin Juhasz au chant et son fils Pal Havasréti, également multi-instrumentiste, ont séduit l'assistance dès leur entrée avec un répertoire de vieux chants de paysans et une panoplie d'instruments moyen-âgeux. «Source pure», vieille à roue (ancêtre des cordes), flûte, hautbois, coboz (proche du luth), cithare, violoncelle, guimbarde (lamelle actionnée avec les doigts et dont les vibrations finissent dans la cavité buccale qui sert de caisse de résonance), tilinko (flûte folklorique), ocarina (petit instrument à vent ovoïde) et clarinette, figurent parmi les instruments utilisés.

Près d'une vingtaine de pièces du moyen âge, de différentes régions hongroises a été présentée au public, «Les mélodies des bergers» (Ouest du Danube), «Chants de l'Est du Danube» (aux influences roumaines), «Chant du Sud», «Mélodies pentatoniques», ainsi que des chansons sur le printemps, sur l'eau, ou encore sur la récolte du raisin (les vendanges), notamment.

Le chant «Tristesse de l'hiver» (avec une pensée aux disparus) a été rendu avec une voix nue, dans les mêmes variations modales qu'un «achwiq» de Kabylie.

Zoltan Szabo accompagnait brillamment sa femme en doublant sa voix à travers une inter-

prétation «diphonique», pendant que Pal Havasréti donnait la cadence en pinçant les cordes de son vieux violoncelle et en les frappant avec son archet. Des projections en noir et blanc, de vieilles photos et vidéos d'archives de différentes situations de vie des paysans hongrois, ont accompagné le trio le long de sa prestation, à l'instar du texte de la chanson «Dil del dulda», affiché sur l'écran et que le public, invité par les artistes, a chanté.

À l'issue de la prestation, les artistes ont invité des spectateurs à monter sur scène pour leur montrer la tradition hongroise de la «Maison de la danse» et les initier à des exercices du pas de deux, sous l'impulsion de quelques airs de la «culture pay-



sanne archaïque». La musique traditionnelle hongroise présente beaucoup de similitudes avec le patrimoine ancestral de plusieurs pays, dont l'Algérie qui a reçu la visite en 1913 du grand musicien et compositeur Béla Bartok (1881-1945) dans la ville de Biskra, où il est resté près de cinq ans, collectionnant plusieurs de ses chants folkloriques qu'il a enregistrés. Le 105^e anni-

versaire du passage de ce grand compositeur dans la capitale des Zibans a été célébré en décembre 2018. En présence des ambassadeurs de Hongrie en Algérie, Helga Katalin Pritz, et John O'Rourke, également chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, ainsi que les représentants de différentes missions diplomatiques, de plusieurs pays invités, accrédités à

Alger, le public a savouré tous les moments du concert dans la délectation.

Inauguré le 10 mai dernier, le 20^e Festival culturel européen, animé par seize pays sous le slogan du «Vivre ensemble» à Alger, Bejaïa, Oran et Tizi Ouzou, a pris fin hier, à la salle Ibn-Zeydoun de l'Office Riadh El Feth à Alger.

A. S./APS

Science-fiction

«Les Furtifs» d'Alain Damasio, «un coup de gueule sur ce qui est en train de se tramer»

Alain Damasio a mis quinze ans à l'écrire. Son roman d'anticipation «Les Furtifs» figure parmi les meilleures ventes du moment. On le présente comme un auteur engagé. Il assume. Alain Damasio, 49 ans, l'est déjà dans ses livres. Son dernier, «Les Furtifs», figure actuellement en bonne place dans le classement des ventes : 65 000 exemplaires écoulés selon l'éditeur. Un nouvel ouvrage qui constitue une violente charge contre ce qu'il appelle le «techno-capitalisme». Dans «Les Furtifs», Damasio décrit une France du milieu du XXI^e siècle où une équipe de militaires, parmi lesquels un père de famille dont la petite fille a disparu sans laisser de trace, traque d'étranges créatures capables de passer totalement inaperçues. L'ultralibéralisme a triomphé. À tel point que les grandes villes, en faillite, ont été privatisées et appartiennent à des multinationales, et que chacun doit rester connecté en permanence grâce à des bagues qui ont remplacé les smartphones.

Au fil des pages, Damasio dénonce ce «techno-capitalisme» qu'il abhorre, au moins autant que les réseaux sociaux. «Quand j'ai rédigé mes premières notes en 2004, le livre

relevait de l'anticipation. Aujourd'hui, en 2019, c'est plus une lecture du présent et un coup de gueule sur ce qui est en train de se tramer», regrette-t-il. «Il y a vraiment une tentative de préempter le futur de la part des grandes boîtes de la Silicon Valley...».

«Désireux de mouiller le maillot, pas que dans des livres», l'auteur milite aussi pour l'écologie, les droits des Palestiniens et l'arrêt des poursuites contre des Gilets jaunes, après avoir défendu la ZAC de Notre-Dame-des-Landes...

«Il paraît que je suis un auteur culte»

On comprend mieux qu'entre tous ces combats, son implication dans Dondnod, société de jeux vidéo, des créations artistiques comme des balades sonores, il ait mis quinze ans à publier ces «Furtifs», 720 pages qui font le bonheur d'un petit éditeur, la Volte. Ce dernier avait publié le deuxième ouvrage de Damasio, «La Horde du Contrevent» en 2004, refusé par les grandes maisons, encensé par la critique. Depuis, il est sorti en poche dans la collection Folio SF, soit un

cumul d'au minimum 300 000 exemplaires !

«Quand j'écris un livre, j'essaie de tout mettre dedans. Je n'en ferai pas beaucoup d'autres», se justifie-t-il. «De plus, chacun d'eux développe un univers spécifique dont la mise en place prend du temps !». L'auteur s'exprime dans une langue riche et variée, avec des mots inventés au besoin, comme les «proferrants», enseignants qui donnent des cours gratuitement où ils peuvent. Il joue sur la typographie, ajoutant parenthèses, guillemets ou accents aux endroits les plus incongrus des phrases. «La forme des lettres et la ponctuation ont un effet sur ce que ressent le lecteur», plaide Alain Damasio. «C'est aussi pour rehausser les moments où mes personnages sont en contact ou hantés par les fameux Furtifs» Furtif, mais aussi imaginaire ! Le succès ne fait pas tourner la tête de Damasio, lyonnais d'origine installé à Marseille depuis onze ans. «Il paraît que je suis un auteur culte, conclut-il. Je trouve ça plutôt marrant. Mon premier livre s'est vendu à 500 exemplaires en cinq ans !».

Michel Valentin/Le Parisien
«Les Furtifs» d'Alain Damasio (La Volte), 720 pages

De «L'Ode à la joie» de Beethoven au passé nazi de Karajan

L'histoire secrète de l'hymne européen

Tirée de la neuvième et dernière symphonie du compositeur, la partition n'est devenue qu'en 1971 la musique de l'Union. La version officielle est le fruit d'un arrangement du maestro autrichien, dont l'engagement passé auprès des nazis fait polémique. À tel point que certains défendent la «nécessité morale» de la changer.

«Tous les hommes deviennent frères». Comment mieux définir l'esprit européen, né sous la Seconde Guerre mondiale, qui souhaitait restaurer une paix durable

sur le Vieux continent ? Ce vers est issu du poème de Friedrich von Schiller «L'Ode à la Joie», écrit en 1785, et mis en musique dans le quatrième mouvement de la Symphonie n° 9 de Ludwig van Beethoven en 1824. Un air devenu l'hymne officiel des institutions européennes pour son caractère universel et ses valeurs, mais dont les paroles rédigées par Schiller sont absentes. Une particularité liée à l'histoire mouvementée de l'hymne européen. C'est ce que rappelle

Esteban Buch dans son ouvrage de référence «La Neuvième de Beethoven : une histoire politique» (Gallimard).

Tout au long du XIX^e siècle, Beethoven et son Ode sont perçus comme des symboles de liberté, d'émancipation. On la surnomme l'«hymne maçonnique d'Europe», en référence au rôle joué par les loges dans le développement démocratique européen. Les cérémonies du centenaire de la mort de Beethoven, en 1927, redonnent une place de choix à

Beethoven et son œuvre dans l'imaginaire politique du XX^e siècle. «Les commémorations permettent de donner une image qui représente des enjeux politiques et culturels», explique Esteban Buch lundi 20 mai sur France Musique. «On est au seul moment un peu heureux de l'Entre-deux-guerres, et les célébrations permettent de répandre le message de Beethoven, frappé du sceau de la fraternité».

H. Thomas



Djamel Belmadi au sujet de la CAN 2019
«Nous ne ferons pas de la figuration»

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, a réitéré son ambition de mener les Verts à la victoire finale, lors de la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet). «Notre objectif dans un premier temps c'est de passer le premier tour puis se battre pour le sacre final, car nous ne serons pas en Egypte en juin prochain pour faire de la figuration. Il faudra se battre pour le titre comme toutes les grandes nations du football africain. Il faudra bien entrer dans la compétition, acquérir cette confiance nécessaire puis aller petit à petit le plus loin possible», a indiqué Belmadi dans un entretien diffusé dimanche sur le site de la Confédération africaine (CAF). L'Algérie, dont l'unique trophée remonte à 1990 à domicile, évoluera dans cette CAN dans le groupe C, basé au Caire, en compagnie du Sénégal, du Kenya et de la Tanzanie. Les Verts entreront en lice le 23 juin face au Kenya, avant de défier le Sénégal le 27 juin puis la Tanzanie le 1^{er} juillet. «Je pense que c'est un groupe équilibré même si nous allons affronter un gros morceau qu'est le Sénégal, équipe mondialiste. Les poulains d'Aliou Cissé sont d'ailleurs l'une

des équipes favorites pour le sacre final. Pour le Kenya et la Tanzanie, même si ces deux pays n'ont plus joué la CAN depuis plusieurs années, ils restent quand même des adversaires contre qui il faudra faire de bons matches et les remporter», a-t-il ajouté. Interrogé sur la nouvelle formule adoptée par la CAF en passant de 16 à 24 pays participants, l'ancien capitaine de la sélection a estimé que le tournoi sera encore plus ouvert. «Ce sera plus ouvert pour toutes les équipes qualifiées, surtout qu'elles auront leur mot à dire et nous l'avons vu lors des qualifications. Rien ne sera facile dans cette compétition, car actuellement il n'y a plus de petites équipes. Il y a plus de chances de passer le premier tour mais la compétition sera plus dure dès les huitièmes et quarts de finale», a-t-il conclu. Belmadi devrait dévoiler dans les prochaines heures la liste des joueurs devant prendre part à cette CAN-2019. La préparation débutera le 3 juin prochain avec au menu un stage au Centre technique national de Sidi Moussa avant une dernière étape prévue à partir du 8 juin à Doha (Qatar) ponctué par deux matchs amicaux face au Burundi (11 juin) et le Mali (16 juin).

Coupe d'Algérie 2018-2019 (Finale)
CRB- JSMB le 8 juin à Blida

LA FINALE de la coupe d'Algérie seniors, édition 2018-2019, entre le CR Belouizdad et la JSM Béjaïa aura lieu le samedi 8 juin 2019 au stade Mustapha-Tchaker de Blida, a indiqué dimanche la Fédération algérienne de football sur son

site officiel. Le CR Belouizdad s'est qualifié en finale aux dépens du CS Constantine : victoire 2-0 en demi-finale aller, et défaite 1-0 au retour. La JSMB avait, de son côté, éliminé l'ES Sétif à la faveur de sa victoire à l'extérieur (1-2 à l'aller).

Karaté-do
Espinos (président WFK) : «Contenu du travail de la FAKT»

LE PRÉSIDENT de la Fédération mondiale de karaté-do (WFK), l'Espagnol Antonio Espinos, a indiqué, dimanche à Alger, que les dirigeants de l'instance internationale «comptent énormément» sur la position de l'Algérie pour réintégrer le karaté-do au programme des Jeux olympiques 2024 de Paris. «Je suis venu en Algérie pour avoir des discussions plus étroites avec le président du Comité olympique et sportif algérien, Mustapha Berraf, également président de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), dont le soutien est très important pour l'instance mondiale afin de faire changer la position du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Paris (COJO-2024)», a déclaré Antonio Espinos dans un entretien accordé au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA) à Alger. Le président de la WFK, qui effectue une visite de deux jours en Algérie, était accompagné du président de l'Union des fédérations africaines de karaté (UFAK), l'Algérien Mohamed-Tahar Mesbahi, également vice-président de la WFK, du patron de la Fédération algérienne de karaté-do (FAK), Slimane Mesdoui et de

Mustapha Berraf. «C'est très important pour moi et je peux même dire stratégique de se trouver en Algérie pour avoir l'opportunité de discuter avec le président de l'ACNOA et avoir son soutien par rapport à l'exclusion de notre discipline des JO-2024. Nous ne comptons pas baisser les bras pour changer cette décision», poursuit M. Espinos. Le premier responsable du karaté mondial n'a pas digéré l'absence de sa discipline aux JO-2024, appelant le COJO à reconsidérer sa position par rapport aux critères établis pour ne choisir que quatre disciplines additionnelles (escalade, surf, skateboard et breakdance). «Les critères sont injustes. La réponse des organisateurs est que le karaté ne répond pas à la vision du Comité d'organisation de Paris-2024. La France est le pays du karaté par excellence, c'est pour cela que je ne comprends pas cette décision. Nous allons continuer à nous battre pour l'intérêt de tous les pratiquants de cette discipline dans tous les continents», a-t-il précisé. Concernant les efforts de la FAK, présidée par Slimane Mesdoui, l'Espagnol s'est dit «content du travail accompli par l'instance algérienne durant cette étape».

Ligue I Mobilis
L'USMA décroche son 8^e titre

■ L'USM Alger a remporté le titre de champion de Ligue 1 Mobilis, lors de cette 30^e et dernière journée disputée dimanche soir, en battant le CS Constantine sur le score de (3/1).



Par Mahfoud M.

Les Usmistes fêtent leur titre

Les Rouge et Noir s'offrent donc leur 8^e titre de champion, à l'issue d'une saison 2018-2019 qui aura tenu en haleine tous les amoureux du sport roi et a été harassante pour tout le monde. Il a fallu attendre l'ultime journée de cet exercice pour lever le voile sur l'identité du successeur du CSC, mais également sur le tiercé perdant.

Concernant le titre, il s'est disputé dans un duel à distance entre l'USM Alger et la JS Kabylie. Pour étoffer la vitrine du club avec un 8^e trophée, les gars de Soustara devaient impérativement sortir un grand match devant le CSC.

Les Usmistes ont été les premiers à faire mouche par l'entremise de Meziane (30') avant de voir les Sanafir égaliser dans la foulée par Belkacemi (33'). Ibara (39') a ensuite redonné l'avantage aux visiteurs avant de voir Mefrah sceller définitivement la victoire et le sacre à cinq minutes de la fin de la partie (85').

Leader du championnat depuis la 2^e journée, l'USMA est naturellement récompensée de tous les efforts et sacrifices

consentis au terme d'une saison très compliquée sur tous les plans.

Voir la JS Kabylie finir seconde au classement aurait été tout simplement utopique pour ses supporters en début de saison. Toutefois, les Canaris ont prouvé au fil des rencontres qu'ils étaient bien plus qu'une équipe qui joue le maintien.

A la faveur d'un effectif jeune et prometteur, doublé d'une stabilité administrative retrouvée, les Lions du Djurdjura ont sorti une saison quasi-parfaite au bout de laquelle ils ont décroché le second billet pour la Ligue des champions d'Afrique.

Pour ce qui est du titre, ce dernier leur a échappé de justesse en dépit de la victoire enregistrée à la maison face au CA Bordj Bou Arréridj (2-0).

Le PAC jouera la Coupe de la CAF, le MOB accompagne le DRBT et l'OM

Pour la première fois de son histoire, le Paradou AC va disputer la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF). Une juste récompense pour cette talentueuse formation qui clôt sa

belle saison sur la 3^e marche du podium (48 pts).

A l'occasion de cette dernière apparition, le PAC s'est rattrapé de ses deux dernières sorties ratées en dominant une équipe du DRB Tadjenanet (3-0), déjà condamnée au purgatoire. Les réalisations du PAC sont signées Benayad (17', 68') et Naidji (18'). Ce dernier termine meilleur buteur du championnat avec un impressionnant ratio de 20 buts.

Les Pacistes auront ainsi l'honneur de représenter l'Algérie dans la prochaine édition de la Coupe de la CAF. Dans leur futur périple africain, les Algérois seront accompagnés du vainqueur de la Coupe d'Algérie dont la finale se jouera le samedi 8 juin prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida entre le CR Belouizdad et la JSM Béjaïa.

Les mauvais élèves de cette saison 2018-2019 ont pour nom: le MO Béjaïa, le DRB Tadjenanet et l'Olympique Médéa. La formation du Titter, lanterne rouge, a été la première à officialiser sa relégation en s'inclinant à domicile face à la JS Saoura (0-1). Pour sa part, le DRBT a été battu par le PAC, alors que le MOB a été défait sur le terrain de l'ES Sétif (1-0).

Les trois compagnons d'infortune seront remplacés la saison prochaine par le NC Magra, l'US Biskra et l'ASO Chlef.

M. M.

	J	PTS
1 -USM Alger	30	53
2 -JS Kabylie	30	52
3-Paradou AC	30	48
4 -JS Saoura	30	47
5 -ES Sétif	30	45
6 -MC Alger	30	43
7 -CS Constantine	30	40
8 -CR Belouizdad	30	38
9 -CA Bordj Bou Arréridj	30	37
10-MC Oran	30	36
11-NA Hussein Dey	30	36
12 -AS Ain M'ilia	30	36
13 -USM Bel Abbes	30	35
14-MO Bejaia	30	33
15 -DRB Tadjenanet	30	31
16 -Olympique Médéa	30	31

Résultats et classement :	
OM- JSS	0 - 1
JSK CABBA	2 - 0
CSC- USMA	1 - 3
MCO-NAHD	3 - 2
ESS-MOB	2 - 0
CRB-USMBA	1 - 0
MCA-ASAM	4 - 2
PAC -DRBT	3 - 0

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Après plus de trois années de retard

Tizi Ouzou : mise en service partielle du téléphérique

LE TÉLÉPHÉRIQUE de la ville de Tizi Ouzou sera partiellement mis en service durant l'été prochain, avons-nous appris de sources proches du maître de l'ouvrage, l'Entreprise du Métro d'Alger (EMA). La liaison qui sera livrée est celle reliant la gare multimodale de Bouhinoun (sud de la ville) au quartier de Medouha via deux stations, à savoir celle de la cité des 2000 logements et celle du stade du 1^{er} Novembre. Les travaux au niveau de l'aménagement de la seconde gare, mitoyenne à la mosquée des 2000 logements, accusent un retard qui risque de repousser cette date de mise en service, selon nos sources. Les essais techniques entamés depuis avril dernier se poursuivent toujours et devraient durer encore quelques jours, et l'on n'exclut pas l'entrée en service de ce moyen de transport dès juin prochain si les essais sont concluants. Les cabines défilent depuis quelques jours sur la ligne du téléphérique dans le ciel de Tizi Ouzou, au bonheur des habitants qui attendent la réception de ce projet, même partiellement, qui n'a que trop duré en chantier. Les essais se déroulent par étapes, visant à vérifier les équipements et leur fonctionnement dans les meilleures conditions de sécurité et d'efficacité, à savoir la motrice principale et la motrice de secours, les freins les câbles, les cabines avec la mise en marche de ces dernières à vide et avec des charges maximales à différentes vitesses. Ce processus d'essai peut prendre une vingtaine de jours et sera

effectué par le constructeur avant les autres essais que feront simultanément l'exploitant et le constructeur. Ce premier tronçon d'une distance de 2,5 kilomètres, comportant 4 gares et 65 cabines, va permettre de transporter par le système télécabines quelque 2 400 passagers par heure et par ligne. S'agissant de la partie du projet à l'arrêt, à savoir la liaison Medouha (non loin du siège de la wilaya) jusqu'au mausolée Sidi Belloua du village Redjaoua (sur les hauteurs de la capitale du Djurdjura), des oppositions de riverains attendent d'être levées. Elles sont signalées au niveau de la cité dite «Million» et du lotissement Hammoutène. L'entreprise en charge du projet s'est engagée à livrer cette partie avant la fin de l'année 2019 ou début 2020, à condition que ces deux oppositions soient levées. Des contraintes pas faciles à lever, selon nos sources qui précisent que cela est possible pour celle de la cité «Million» mais ce n'est pas le cas pour celle du lotissement Hammoutène. On s'oppose à l'implantation des supports du téléphérique. Pour ce second tronçon de 3km, le transport se poursuivra par le système télécabines jusqu'à l'annexe du CHU Nedir-Mohamed (Sanatorium) puis en téléphérique jusqu'au mausolée de Sidi Bellaoua (750 m d'altitude). Pour rappel, ce projet d'un coût de réalisation de 8,7 milliards de dinars avait été lancé en 2013 et devait être réalisé dans un délai de 24 mois, soit fin 2015.

Hamid Messir

Nouveau PDG de l'ANEP

Mounir Hemaïdia installé dans ses fonctions

LE MINISTRE de la Communication, M. Rabehi Hassan a procédé, hier lundi 27 mai, à l'installation au poste de PDG de l'ANEP, de M. Hemaïdia Mounir qui succède à Mme Djazia Djeddou dont il a été mis fins aux fonctions en sa qualité de PDG par intérim de l'entreprise.

A cette occasion, le ministre de la Communication et Porte-parole du Gouvernement, M. Hassan Rabehi a, lors de la cérémonie d'installation, affirmé que l'entreprise qui «se trouve sous la tutelle du ministère de la Communication, est considérée comme l'une des plus importantes, et ce, du fait du contact qu'elle a avec les différents médias publics et privés et surtout du fait de la diversité de ses activités.»

Dans sa lancée, M. Rabehi a assuré de «la disponibilité totale» des responsables de cette entre-

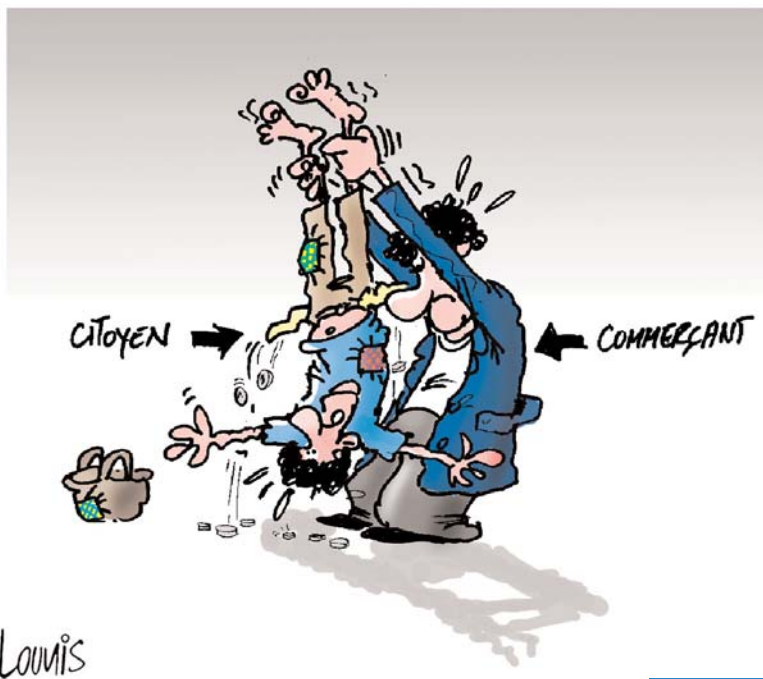
prise afin «d'agir vis-à-vis des différents partenaires (médias) en toute démocratie et transparence, en conformité avec les conditions actuelles et en conformité également avec les valeurs nationales.»

Le même intervenant a particulièrement insisté sur la nécessité de «veiller aux intérêts supérieurs du pays en même temps que de produire un discours médiatique responsable et engagé susceptible de contribuer à préserver la sécurité, la stabilité et la sérénité.»

Le ministre n'a pas manqué de mettre en exergue le parcours académique et professionnel de M. Hemaïdia qui le qualifie, devait dire M. Rabehi, «à assumer sa nouvelle mission avec engagement et compétence.»

R. T.

À quelques jours de la fin du ramadan



Djalou@hotmail.com

Menace de plainte du général contre l'intellectuel

Boubakir «prêt à affronter Nezzar dans un face à face»

■ Le général à la retraite Khaled Nezzar n'a pas apprécié l'entretien accordé au journal arabophone «El Hiwar» par l'universitaire Abdelaziz Boubakir, un homme connu pour sa probité intellectuelle. Le passage incriminé est celui où Boubakir rappelle des paroles de Chadli Bendjedid, faisant état de ses regrets à l'avoir nommé ministre de la Défense.



Boubakir devra répondre devant la justice pour ses propos diffamatoires, aussi bien lors de son intervention au journal arabophone dont il était l'hôte mais aussi dans son livre». Contacté par nos soins pour donner sa

Boubakir, dont l'intégrité et l'honnêteté intellectuelles sont connues de tous. N. S.

Par N. Stambouli

Il est à souligner que ces propos figurent déjà dans «Les mémoires du président Chadli». Boubakir ayant collaboré à leur écriture. Estimant cette version «diffamatoire», le général à la retraite, qui ne semble pas porté sur l'acceptation de la vérité même émanant de la bouche d'un ancien président de la République, sollicité par le site Algerie-Patriotique, menace d'une plainte, affirmant qu'«Abdelaziz

version sur cette «affaire», Abdelaziz Boubakir a eu une réaction aussi mesurée dans la forme que ferme dans le fond : «Je suis étonné, je suis prêt à l'affronter dans un face à face, je n'ai fait que rapporter les propos de Chadli». Notons que sitôt sortie l'information de cette menace de plainte, les réactions se sont multipliées sur les réseaux sociaux. Emanant d'intellectuels mais aussi de citoyens anonymes, ces réactions sont unanimes pour déclarer le soutien et la solidarité envers Abdelaziz

Mohand Ouamar chargé de la gestion de par intérim Said Abadou quitte le secrétariat général de l'ONM

LE SECRÉTARIAT général de l'Organisation nationale des Moudjahidines (ONM) a annoncé, lundi, que M. Mohand Ouamar Benlhadj est désormais chargé de la gestion des affaires de l'organisation, en remplacement de son Secrétaire Général Said Abadou, incapable d'assumer ses fonctions pour des «raisons de santé». «Vu que M. Abadou souffre de problèmes de santé qui l'empêchent d'assumer ses fonctions, la gestion de l'ONM est confiée, jusqu'à nouvel ordre, à M. Mohand Ouamar Benlhadj, membre du secrétariat national, chargé de la publication et de la documentation», a précisé un communiqué de cette organisation. «Soucieuse d'être au diapason des événements marquant la scène nationale, l'ONM a exprimé, clairement, son soutien aux revendications légitimes du mouvement populaire», a souligné le communiqué. G H

ANP

Nouveau changement à la tête de la DCSA

LA DIRECTION centrale de la sécurité de l'armée (DCSA) a un nouveau patron. Selon nos informations, le colonel Abdelouahab a été désigné à la tête des services de renseignement interne de l'armée. Il remplace à ce poste le colonel Boubekeur, moins de deux mois après sa désignation à la tête de ce service sensible à la place du général Sid Ali. Le colonel Abdelouahab occupait le poste de directeur régional de la sécurité de l'armée à la 5^e Région militaire. L. O.